

QUATRIEME PARTIE. LES CONCLUSIONS

I.- Samedi 21 Juin, après midi

A. Compte-rendu des différentes sessions du colloque

Président de séance : Jean Paul OLIVIER, ancien conseiller du Recteur de Nice.

Des idées-clés ou rappels, à mettre en oeuvre, issues des sessions du colloque :

* *Un rappel* : **Discourir n'est pas agir**

* *Des valeurs* : **Solidarité, protection, partage, respect, ...**

* *Des activités d'éducation* : **Information et sensibilisation** adaptée aux différents publics, **éducation de base**¹³ (école pour les enfants, séances d'alphabétisation pour les adultes), **formation** correspondant aux besoins nationaux (écoles professionnelles, universités), ...

* *Un objectif de l'éducation* : Permettre la concertation¹, la participation, le débat public, la responsabilisation, le changement des modes de vie, ... nécessaire à une gestion durable des ressources en eau, étape pour un développement durable, par une **transformation des représentations mentales**.

* *Des éléments d'une stratégie* : ..., **compétence, coopération, décision, éducation, élus, évaluation, financement, innovation, interdisciplinarité, partenariat, pluridisciplinarité, prise en considération des travaux d'experts, implication accrue de l'Université, volonté politique, ...**

* *Une idée forte* : **Le problème de l'éducation, c'est l'éducateur**

Observation générale

- Le manque d'information sérieuse constitue l'une des causes principales de la dégradation des ressources naturelles. Approche interdisciplinaire quasi-inexistante, coopération pas toujours adaptée, ignorance du caractère inséparable des diptyques "éducation/communication" et "eau/environnement", résistance de modes de penser établis, ... ne favorisent pas les bonnes décisions des acteurs de l'eau.

¹ La concertation est un processus dynamique qui amène un public à partager le pouvoir de décision d'une administration sur un sujet précis, ce qui suppose une éducation (information, sensibilisation) préalable et suffisante du public concerné mais aussi des rencontres, des conférences de consensus, des animateurs spécialisés, ...

L'approche pluridisciplinaire

Ce problème, actuellement, se pose un très grand nombre de pays dans les structures ayant des activités de recherche, d'enseignement, d'expertise, ... Qu'il s'agisse de l'Université (enseignement pluridisciplinaire, recherche interdisciplinaire), de bureaux d'études (projet interdisciplinaire de construction d'un barrage, ...), d'organisations intergouvernementales (intersectorialité), de gouvernement (interministérialité), ... l'intégration de toutes les disciplines, à tous les niveaux de réflexion ou de décision, devrait être reconnue et mise en œuvre dans l'élaboration de stratégies, de solutions pour tous les problèmes de société, notamment celui de l'eau.

Pour la problématique de l'eau, le cloisonnement historique des grandes disciplines (sciences humaines, sciences exactes, sciences sociales) a probablement une responsabilité essentielle dans les difficultés observées dans la recherche et la mise en œuvre de solutions proposées. Ce problème n'a pas échappé au Conseil Exécutif de l'UNESCO. Ses propositions de mars 2003, concernant l'élaboration d'un programme d'éducation relatif à l'eau "Invite le Directeur général à mettre en œuvre tous les moyens humains et financiers nécessaires pour que cette coopération intersectorielle devienne une réalité, y compris la mobilisation de la participation étendue de la communauté internationale et de la société civile ainsi que des secteurs publics et privés des Etats membres, afin de disposer des moyens humains et financiers nécessaires pour aboutir à l'impact mondial désiré" (Annexe IV).

* La motivation et la mobilisation d'une population peuvent être obtenues par une politique nationale d'éducation à une éthique de l'eau sans avoir à attendre un accroissement de la tension hydrique, voire une catastrophe, pour agir.

* La diffusion et la mise en commun des informations sur l'eau, comme celles des compétences, devraient favoriser le rapprochement entre les populations d'une région et favoriser la concertation, la participation, la solidarité et la coopération entre pays.

*** Recommandations**

- Promouvoir l'éducation des divers publics d'une population, à l'école, à l'université ou dans la vie active. Cette **éducation pour tous** est l'une des 4 clefs de réussite de toute solution de gestion durable des ressources en eau à l'échelle d'un pays (l'éducation pour tous, la volonté politique, la pluridisciplinarité et les financements nécessaires à tout projet, programme ou politique nationale).
- Considérer l'information et la sensibilisation des adultes² comme des objectifs fondamentaux³ d'une politique nationale concernant l'eau ou l'environnement, devant permettre la mise en œuvre réussie de cette politique. En effet ces objectifs conduisent à la responsabilisation d'une population et à sa participation.
- Recentrer les programmes éducatifs relatifs à l'eau sur ceux de l'environnement.
- Suivre les recommandations de l'expertise internationale. En particulier, ne pas créer de matière nouvelle dans l'école (sauf pour les enseignements optionnels) mais promouvoir la transdisciplinarité (toutes les disciplines sont concernées).
- Favoriser des études comparées de politiques/projets/programmes sur l'eau, ... dans des pays de cultures semblables.

² L'éducation des adultes est fondamentale, même dans le contexte de celle des enfants. En effet, l'éducation de l'enfant s'effectue de façon concentrique. Successivement il y a la mère, la famille, les voisins, l'école. C'est donc un environnement d'adultes de proximité qui, par le processus de l'exemplarité, contribuera à inciter l'enfant à avoir des gestes responsables par mimétismes, à respecter son environnement. Dans le cas contraire, il n'y aura aucune raison pour qu'un enfant jette un papier dans une poubelle, si les adultes jettent leurs déchets dans la rivière. Ceci constitue une justification supplémentaire de l'éduquer les adultes du fait de son caractère fondamental dans une stratégie d'éducation des enfants.

³ "Les professionnels formés et les décideurs compétents conscients des liens entre l'eau, la pauvreté, la santé, le développement et, il faut le dire, la survie font cruellement défaut." Extrait d'un Discours de Koïchiro Matsuura, Directeur général de l'UNESCO (7/2003)

- Orienter les *programmes d'éducation relative à l'eau* existants vers des *programmes d'éducation et de communication*⁴ relatives à l'environnement.
- Rappeler en toute occasion que l'éducation relative à l'environnement concerne tout le monde, devrait se pratiquer de façon continue tout au long de la vie et s'appuyer sur une démarche pluridisciplinaire et une pédagogie différenciée.
- Adopter un principe à la base des relations de partenariat : "chacun a à partager et à apprendre de l'autre". Dans les relations Nord/Sud, les "chocs culturels" aboutissent le plus souvent à des effets négatifs⁵.
- Eriger en principe la suppression des discours sur la crise de l'eau, les recommandations inexploitable, les appels incantatoires sans lendemain dans les réunions internationales financées par la communauté humaine inquiète et en attente de propositions concrètes. Des réunions ayant une obligation de résultats.
- Dans les projets d'éducation relative à l'eau, les problèmes posés par l'eau douce et ceux posés par l'eau de mer⁶ ne doivent plus être séparés, surtout pour les pays ayant un rivage maritime.

*** Recommandations concernant les entreprises et organisations, publiques ou privées, locales, nationales, gouvernementales ou intergouvernementales**

- Promouvoir une éthique de l'eau dans toute entreprise ou organisation, à tous les niveaux hiérarchiques. Il s'agit d'une politique d'éducation, résultat d'une volonté de tout responsable d'entreprise ou d'organisation pour faire prendre conscience à son personnel des enjeux environnementaux dans leurs activités professionnelles. En d'autres termes, une activité de sensibilisation pour intégrer une éthique de l'eau dans les méthodes de production et les démarches de recherche pour :
 - Réduire la quantité d'eau utilisée et les pollutions dans la production et usage des substances/objets produits, dans les projets/programmes/politiques envisagés.
 - Accroître la responsabilisation du personnel dans leur vie quotidienne.
 - Faire de cette politique un argument publicitaire et une image de marque avec un souci de cohérence avec les discours officiels et l'obligation à l'exemplarité. Une règle déontologique.

*** Propositions d'actions concrètes**

- Constituer un Comité de suivi international pluridisciplinaire, international, pluri-institutionnel et pluri-associatif, avant la fin de l'année 2003, chargé de :
 - Assurer le suivi du colloque de Cogolin, notamment :
 - Diffuser les propositions de Cogolin et promouvoir leur mise en œuvre.
 - Favoriser une réflexion sur les éléments caractérisant une politique d'éducation des populations à une éthique de l'eau (définitions, stratégies, formation des éducateurs, publics, rôle de l'Université, ...).

⁴ La communication est une discipline essentielle souvent négligée, voire oubliée, par le monde de l'éducation. Le vécu quotidien met en évidence les difficultés à communiquer un savoir, oralement ou par écrit. "Le concept communication représente notamment des règles, pas toujours universelles, pour faciliter la conception, l'intelligibilité et la diffusion de messages (écrits ou oraux) adaptés à un public ciblé. Communication et éducation en matière d'eau/d'environnement sont devenues des concepts inséparables" (Jean A. Vergnes. "Émergence d'une Politique Nationale des Ressources en Eau & Éducation des Populations" - Colloque International - Québec -5/2002).

⁵ Cf. Annexe V

⁶ Le rôle de l'eau douce est aussi important que celui de l'eau de mer dans la vie. Le cycle de l'eau comme celui des poubelles les unissent pour le meilleur comme pour le pire.

- Promouvoir une campagne d'information sur l'éthique de l'eau dans les pays ayant participé au colloque, s'appuyant sur des messages clairs et attractifs. Avec cet objectif prendre contact avec le monde journalistique, les institutions d'enquête d'opinion (IFEN, ...), les ministères concernés, les organisations intergouvernementales (OCDE, Agences des Nations Unies, ...)
- Assurer la coordination de réunions internationales prolongeant le Colloque de Cogolin. D'abord présentés au Forum de Cannes, les résultats de ce Colloque le seront aussi à Paris à l'UNESCO, au cours duquel sera officialisé le Comité de suivi. Ensuite ce sera le Canada, le Liban, le Burkina Faso. Au Forum de Cannes, des représentants du Brésil et de l'Iran ont souhaité participer à cette démarche. (Cf. Annexe VII).
- Étudier les modalités de création d'un réseau régional d'expertise pluridisciplinaire d'éducation relative à l'eau, REPERE, dont le champ d'activités regrouperait les pays de la Méditerranée et du Sahel⁷. Ses objectifs seraient de :
 - Favoriser des inventaires nationaux de l'expertise existante
 - Favoriser les échanges d'expériences aux niveaux local et international :
 - * Diffuser les propositions d'actions des réunions régionales.
 - * Favoriser les échanges de coopération technique, éducative et culturelle afin de mutualiser les expériences et les savoirs.
 - * Promouvoir des projets d'éducation des populations à une éthique de l'eau.
- Inciter les élus⁸ à s'engager dans des politiques nationales d'éducation des populations à une éthique de l'eau. Pour cela il faudrait :
 - Faire des études pour évaluer les moyens financiers nécessaires à la mise en œuvre d'une politique d'éducation des populations relative à l'eau
 - Évaluer l'impact économique et financier⁹ national d'une politique d'éducation à une éthique de l'eau, les nouveaux comportements de la population induisant une réduction des gaspillages et des pollutions.
 - Identifier les liens existant entre l'efficacité de la gestion de l'eau et une politique d'éducation des populations à une éthique de l'eau.
- Créer dans les bibliothèques scolaires, universitaires, municipales, ... un rayon "eau, environnement et développement durable".

⁷ S'appuyant sur les compétences des réseaux existants (RMEI, PS-Eau, ALMAE, Réseau National de Centres d'éducation environnementale de la Grèce, ...).

⁸ Le manque de sensibilisation des dirigeants" a été dans les entretiens du XXI^e siècle (UNESCO, 01/2003 - Newsletters des Sciences sociales et humaines),

⁹ Il y a 30 ans, cette conférence de Rio était allée jusqu'à évaluer les incidences financières des propositions concernant les divers aspects de l'éducation dans le Chapitre 36 de l'Agenda 21 (2500 recommandations) : "la promotion de l'éducation" nécessiterait 12 milliards US\$. Il s'agit de faire évoluer les pratiques et les cultures dans le sens du développement durable. Le chapitre 40 attire également l'attention sur la nécessité de combler le fossé de l'information. Pour la "sensibilisation du public" (Ch. 36.8), 1,2 milliard US\$. A cette époque, on évaluait à 80 milliards US\$/an le coût des mesures pour résoudre les problèmes de pénurie d'eau. On en déduit que pour cette "sensibilisation des publics", le financement affecté serait 1,2 milliard US\$/an (1,5 % du coût total des mesures à prendre, un " %" à retenir).

La Banque mondiale en février 2002 a estimé que l'aide supplémentaire nécessaire pour atteindre les *Objectifs de Développement du Millénaire* était de 40 à 60 milliards de US\$/an pendant 15 ans, l'aide actuelle étant de l'ordre de 60 milliards US\$/an, au total de 100 à 120 milliards de US\$/an (~1/10 des dépenses militaires/an mondiales). L'ordre de grandeur pour la sensibilisation des populations serait donc de l'ordre de 2 milliards US\$/an).

B. CLÔTURE DU COLLOQUE INTERNATIONAL

Présentation de la Chaire UNESCO de la Fédération de Russie

Grégory CHPEIZER, Professeur à l'Université d'Irkuskt, Chaire UNESCO-Fédération de Russie

Discours de clôture

Julia HEISS, UNESCO, représentant Wataru IWAMOTO, Directeur de la Division de l'Enseignement Secondaire, Technique et Professionnel du Secteur Education de l'UNESCO.

En soirée, spectacle public de la troupe Saaba : danses et percussions du Burkina Faso.

II.- Dimanche 22 Juin, matin

- Visite guidée du barrage et de l'usine de traitement de la Verne.
- Présentation de tous les outils de gestion prévisionnelle de l'eau mis en place par le Syndicat Intercommunal de Distribution l'eau de la Corniche des Maures, une région du Sud de la France.

"L'avenir de la planète est entièrement entre nos mains et si des catastrophes surviennent un jour, ce sera en raison de nos mauvaises décisions politiques ou de notre absence de décisions politiques. Olof Palme (Conférence sur l'environnement, Stockholm, 1972)

FIN DU COLLOQUE